



IDÉES

Plaidoyer pour une planification écologique et démocratique

LE POINT DE VUE

de **Jérôme Cohen**
et **Virginie Raisson-Victor**

Records de chaleur, sécheresse, épuisement des minerais, dépassement des limites planétaires mais aussi crise énergétique, ruptures des chaînes de valeur, flambée des prix des céréales, retour de l'inflation : il n'est désormais plus de doute sur le lien qui associe dans une même crise systémique notre modèle de développement, la dégradation de la planète et l'épuisement des ressources naturelles. Plus de doute non plus sur la nécessité de réconcilier l'économie avec les écosystèmes planétaires, l'intérêt général, le temps long et nos territoires.

Pour y parvenir, la planification écologique constitue un levier utile à condition qu'elle s'appuie sur une détermination gouvernementale et des moyens à la mesure du défi à relever. Car au vu des pronostics du GIEC, aucune demi-mesure ne peut suffire. La gravité de la crise écologique invite le gouvernement à porter très haut son ambition ; à défaut, les coûts de l'inaction deviendront bien supérieurs à ceux du changement.

Puisse donc la planification permettre aux acteurs économiques et aux élus des collectivités de ne plus avoir à opérer seuls des arbitrages qui, en opposant le bien commun à la performance économique ou électorale, ralentissent la transition. Comment espérer sinon que les entreprises engagent les changements nécessaires tout en préservant leur compétitivité économique ? Comment penser qu'un élu puisse leur survivre politiquement s'il est seul à les porter sur son territoire ? Ainsi, le constat s'impose aussi que la planification écologique ne

pourra être efficace qu'à la condition de faire émerger, au même moment, un nouveau modèle de prospérité économique qui permette de concilier le développement humain et celui des entreprises sans préempter l'environnement et ses ressources.

A défaut, le problème persistera de ne pas pouvoir soustraire les enjeux écologiques aux intérêts particuliers en compromettant l'avenir des jeunes générations. Celles-ci d'ailleurs ne transigent plus. Par leur « désertion », leur rébellion, ou tout simplement leurs conditions à l'embauche, elles sont de plus en plus nombreuses à exiger que les valeurs sociales et environnementales soient replacées au cœur des modèles économiques. Elles ne sont plus les seules.

Voilà déjà quelques années que les initiatives se multiplient, qui traduisent la demande accrue d'amorcer la transition et l'offre d'intelligence et d'engagement pour la déployer... Elles signent l'ampleur du mouvement sur lequel le gouvernement peut compter pour porter son ambition écologique, s'il accepte d'en partager l'élaboration. Car le passage d'un modèle à un autre ne peut pas seulement procéder de l'injonction descendante des lois et politiques publiques. Pour réussir, il suppose que l'ensemble des parties prenantes soient les coentrepreneurs d'une ambition commune.

La question devient alors celle du processus permettant de convertir l'effervescence participative en consensus démocratique. Sans doute était-ce l'intention du grand débat national, puis de la Convention citoyenne qui, de fait, ont montré qu'en s'appuyant sur l'intelligence collective, il est possible de fédérer

la diversité autour d'un objectif commun. Cependant, les deux initiatives présidentielles ont aussi enseigné qu'en dissociant les citoyens des forces vives de l'économie, il n'était pas possible d'emporter l'adhésion de ces dernières ni d'échapper aux intérêts sectoriels. Pour être politiquement légitime et socialement acceptable, la planification écologique doit permettre à tous les acteurs d'inventer et de mettre en œuvre ensemble le modèle.

Pour y parvenir, des propositions existent, qui étendent le processus démocratique aux entreprises et à leurs écosystèmes. Puissent le chef de l'Etat et le gouvernement s'en inspirer pour faire de la planification écologique une démarche systémique, ambitieuse, ajustée, inclusive et consentie. Car ce sera la clé de sa réussite, et nous n'avons plus le temps d'un échec.

Jérôme Cohen et **Virginie Raisson-Victor** sont cofondateurs et porte-parole du Grand Défi des entreprises pour la planète.

La planification écologique ne sera efficace qu'à la condition de faire émerger un nouveau modèle de prospérité économique.

